



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Lyon • Rhône

Exercice pratique sur les notions présentées le jour 2



JOUR 3

ETUDE DE CAS TVA



L'entreprise BEAUMATIN, exploite un salon de coiffure situé à Villeurbanne a réalisé sur le mois de février N les opérations suivantes :

- Vente de marchandises 24 000 € TTC (taux à 20%)
- Vente de prestation de services 72 000 € (taux à 20 %)
- Achat d'un mobiliers et matériels pour 5 000 € HT (taux à 20%)
- Achat de marchandises 12 000 € TTC (taux à 20%)



① Calculez et remplissez la déclaration de TVA (régime normal mensuel)

ETUDE DE CAS



Entreprise DUPONT

- ① **Réaliser le bilan de départ**
- ② **Quel est le bénéfice de l'année écoulée**
- ③ **Quel est le bilan de l'entreprise au 31 décembre (et la situation de la trésorerie)**

ETUDE DE CAS



- **Salon de coiffure en Entreprise Individuelle**
- **Maçonnerie en EURL (Impôt sur les sociétés)**

① Calculez le seuil de rentabilité pour chacun de ces cas

SOLUTION

Le choix de la forme juridique et les incidences fiscales et sociales



JOUR 3

Choix d'une forme juridique

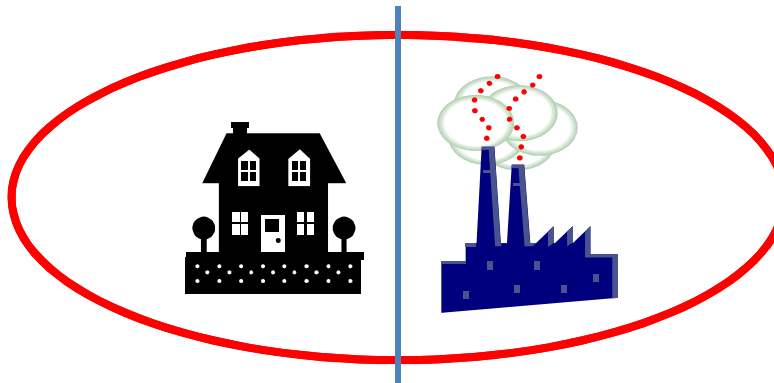


**Pas de forme
juridique
idéale**



Personne physique

- **Il s'agit de l'Entreprise Individuelle ou de l'EIRL.**
- **Un seul responsable, « le chef d'entreprise » qui dirige l'entreprise au quotidien.**
- **Formalisme juridique allégé.**
- **Statut social : Travailleur non salarié (TNS).**
- **Régime fiscal : Impôts sur le revenu (IRPP) ou pour EIRL uniquement option possible pour l'impôt sur les sociétés.**
- **Loi macron du 07/08/2015 : Protection du patrimoine principale automatique face aux dettes professionnelles.**



L'acte d'insaisissabilité

- ❑ **Suite à la loi macron d'août 2015, l'entrepreneur individuel (EI ou EIRL) peut continuer à protéger ses autres biens fonciers bâtis ou non bâtis non affectés à son activité professionnelle par un acte d'insaisissabilité.**
- ❑ **L'acte doit être notarié (coût env. 300 €) et s'applique uniquement à l'égard des créanciers professionnels de l'entreprise pour les dettes nées postérieurement à la date de l'acte.**
- ❑ **Cette protection prend fin en cas de décès ou de renonciation de l'entrepreneur.**
- ❑ **Pour un immeuble à usage mixte, seule la partie affectée à l'habitation fait l'objet de la déclaration sous réserve qu'elle soit désignée dans un état descriptif de division sauf si l'affectation ne concerne qu'une domiciliation.**



Entrepreneur Individuel à responsabilité limitée EIRL

- Depuis le 1^{er} janvier 2011 le statut de l'Entrepreneur Individuel à Responsabilité limitée permet à l'entrepreneur individuel de protéger certains biens détenus à titre privé en les affectant à l'activité professionnelle.
- Toute nouvelle E.I. ou si déjà constituée peut adopter ce régime
- Établissement d'une Déclaration d'Affectation du Patrimoine (DAP) détaillée (objet, valeur...) qui définit le niveau de vos responsabilités
- Faire figurer la mention EIRL sur tous les documents professionnels et commerciaux.
- Déposer les comptes annuels auprès du Répertoire des Métiers.

Plus de détail
voir fiche J12



Le régime du micro-entrepreneur

Il s'agit d'une entreprise individuelle qui opte obligatoirement pour :

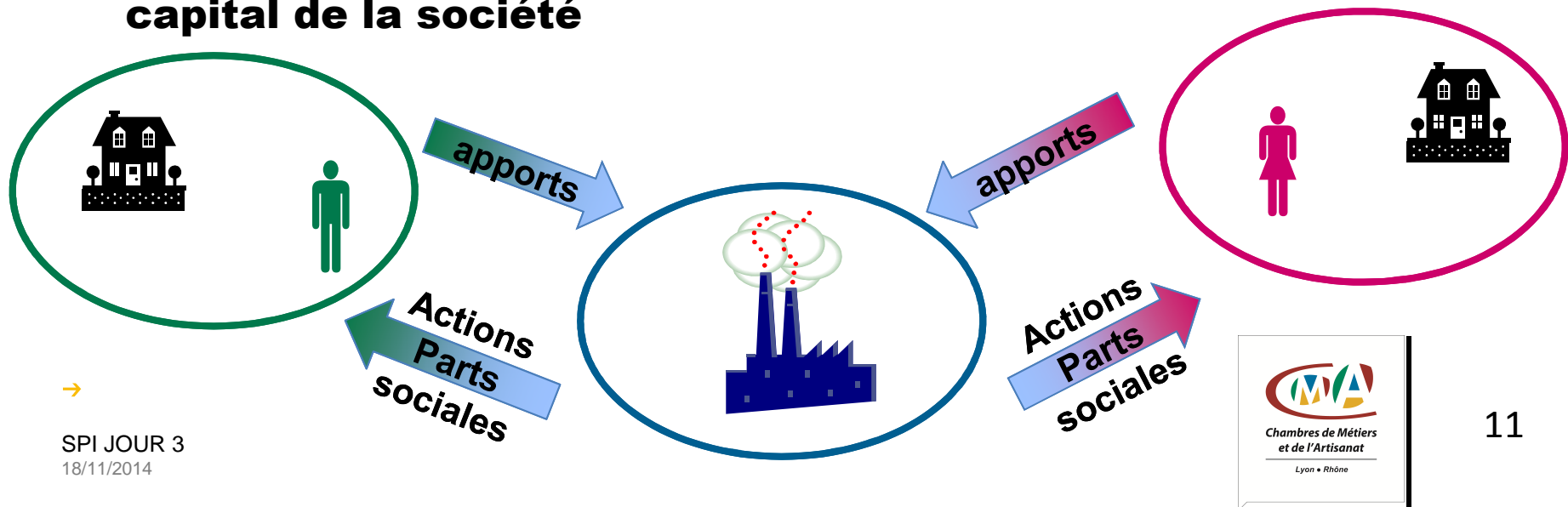
- le régime fiscal du micro fiscal
- le régime du micro social

- **Les obligations sont les mêmes que pour toutes autres entreprises (qualification si activité réglementée, assurance...).**
- **Les micro-entrepreneurs sont immatriculés au RM qu'ils exercent l'activité indépendante à titre principale ou secondaire depuis le 19/12/2014.**



Personnes morales

- ❑ **Pacte d'associés entre UNE ou PLUSIEURS personnes qui décident de s'associer pour créer l'entreprise**
- ❑ **Formes possibles :**
 - Seul : EURL ou SASU
 - A plusieurs : SARL, SAS, SA,...
- ❑ **Formalisme juridique nécessaire pour créer la personne morale (statut, AG,....)**
- ❑ **Séparation des patrimoines avec la constitution du capital de la société**



Personnes morales


- ❑ **Pas de capital minimum**
 - ❑ **Dirigeant de l'entreprise : nomination d'un ou de plusieurs gérants (EURL ou SARL) ou d'un président plus éventuellement un Directeur Général (SAS ou SASU)**
 - ❑ **Statut social du dirigeant :**
 - Pour l'EURL : Travailleur non salarié
 - Pour la SAS ou la SASU : assimilé salarié
 - Pour la SARL : il faut regarder la répartition des parts de la gérance :
 - Si la gérance est majoritaire (nb de parts détenues > 50% du capital) alors le ou les gérants sont considérés chacun comme des travailleurs non salariés (TNS)
 - Si la gérance est minoritaire ou égalitaire (nb de parts détenues ≤ 50 % du capital) alors le ou les gérants sont considérés chacun comme des assimilés salariés
 - ❑ **Régime fiscal :**
 - Pour l'EURL : imposition à l'impôt sur le revenu option possible pour l'impôt sur les sociétés
 - Pour la SARL, SAS ou la SASU : impôt sur les sociétés
-  Toutes les personnes qui travaillent dans l'entreprise doivent avoir un statut
- Eviter le 50/50 dans la répartition des parts
- Pour déterminer la nature de la gérance tenir compte des parts des conjoints associés (marié et des enfants mineurs)

Tableau synthétique

Type de structure	Nombre associés	capital	Dirigeant	Statut social	Imposition	Remarques
Entreprise individuelle	1	Pas de notion de capital	Chef d'entreprise	TNS	Impôt sur le Revenu des personnes physiques (IRPP) dans la catégorie des BIC (Bénéfices Industriels et Commerciaux)	Loi macron protection automatique de la résidence principale à compter du 07/08/2015. Acte d'insaisissabilité possible pour les autres biens batis ou non.
EIRL	1	Le « capital » est défini par la DAP. Il peut varier à tout moment.		TNS	Impôt sur le Revenu des personnes physiques (IRPP) dans la catégorie des BIC (Bénéfices Industriels et Commerciaux) Option possible pour l'impôt sur les sociétés	
EURL	1	Pas de capital minimum. Le capital est librement fixé dans les statuts	Nomination d'un gérant			Possibilité de libérer 20 % du capital à la constitution et le solde sur 5 ans
SASU	1		Désignation d'un Président	Assimilé salarié	Impôt sur les sociétés	Sauf dispositions impératives, grande souplesse de fonctionnement à travers la rédaction des statuts. Possibilité de libérer 50 % capital à la constitution, le solde dans les 5 ans

Tableau synthétique

Type de structure	Nombre associés	capital	Dirigeant	Statut social	imposition	Remarques
SARL	2 à 100	Pas de capital minimum. Le capital est librement fixé dans les statuts	Nomination d'un ou plusieurs gérants	TNS ou assimilé salarié (suivant répartition des parts de la gérance)	Impôt sur les sociétés	Possibilité de libérer 20 % du capital à la constitution et le solde sur 5 ans
SAS	2 minimum		Désignation d'un Président + Directeur Général possible	Assimilé salarié		Sauf dispositions impératives, grande souplesse de fonctionnement à travers la rédaction des statuts. Possibilité de libérer 50 % capital à la constitution, le solde dans les 5 ans



Les étapes d'une constitution de société

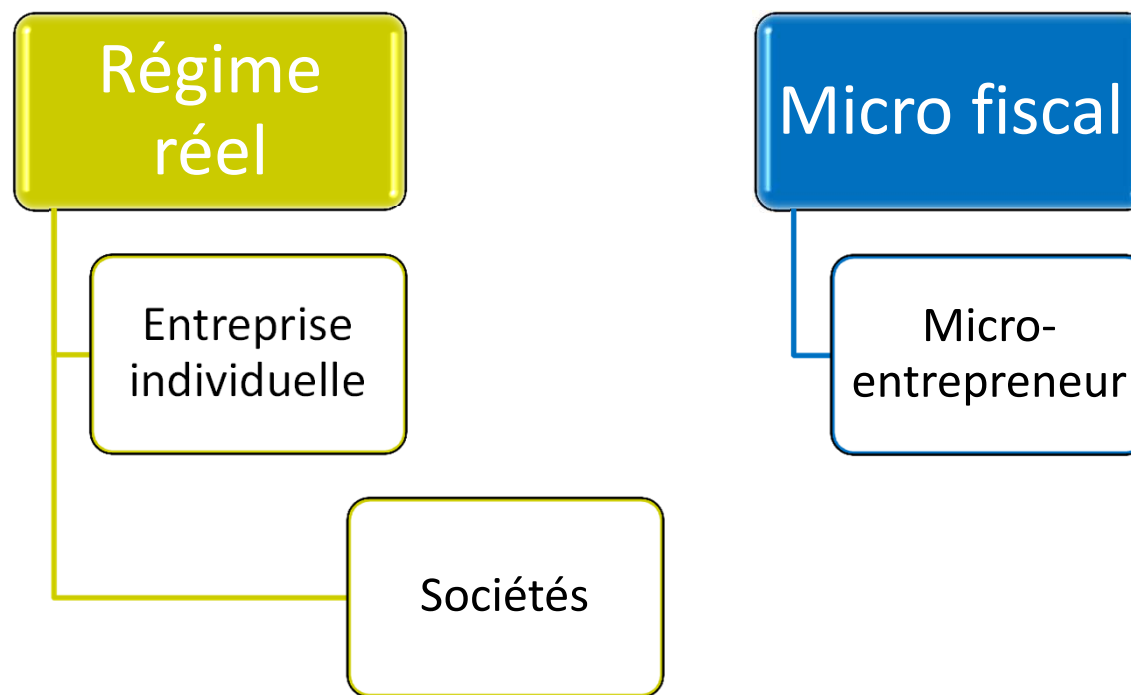
- ☐ **Dépôt des fonds (capital) sur le compte bancaire de la société en formation**
- ☐ **Rédaction et signature des statuts**
- ☐ **Nomination du ou des dirigeants si hors statuts**
- ☐ **Publication au Journal d'Annonces Légales**
- ☐ **Dépôt des formalités au CFE pour enregistrement**
- ☐ **Enregistrement des statuts à la recette des impôts (dans le mois qui suit la signature des statuts)**



- recours à un commissaire aux apports si les apports en nature représentent plus de 50 % du capital ou si l'un des biens dépasse 30 k€
- La date de début de l'activité ne peut être antérieure à la date de signature des statuts.



Les choix fiscaux en fonction de la forme juridique



Détail des régimes fiscaux

	Régime MICRO-FISCAL	Régime REEL
Conditions	<ul style="list-style-type: none"> → Etre en EI → CA < 82 200 € (achat-revente-fabrication) → CA < 32 900 € (prestation de service) 	Pas de condition
Mode de calcul du bénéfice	BENEFICE ESTIME = <ul style="list-style-type: none"> → 29% du CA : fabrication et/ou achat-revente → 50% du CA : prestation de services 	BENEFICE REEL = CA – charges réelles
Obligations administratives	<ul style="list-style-type: none"> → Tenue d'un livre des achats → Tenue d'un livre des ventes 	Tenue d'une comptabilité régulière et sincère avec établissement d'un bilan, compte de résultat et annexes
TVA	Franchise en base de TVA	Assujetti à la TVA
Particularité	Option pour prélèvement libératoire (paiement de « l'impôt à la source ») sur la base : <ul style="list-style-type: none"> → 1 % du CA : achat-revente-fabrication → 1,7 % du CA : prestation de services Sous conditions	



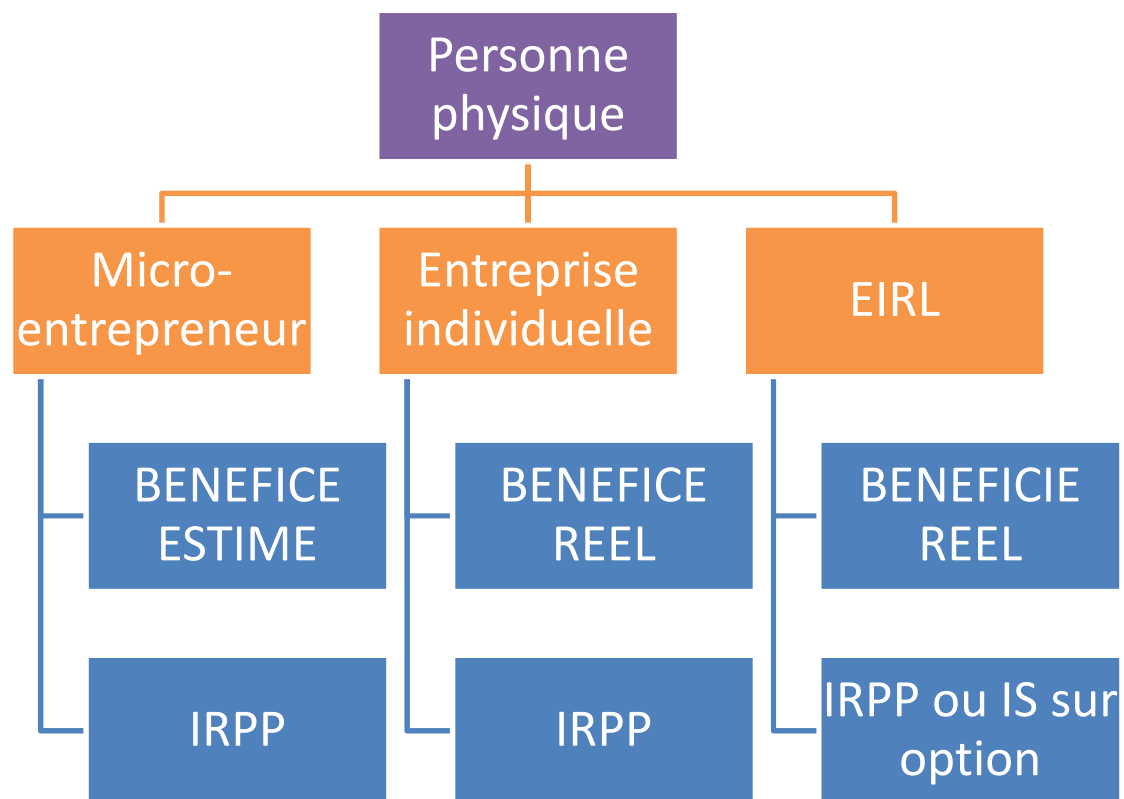
ETUDE DE CAS



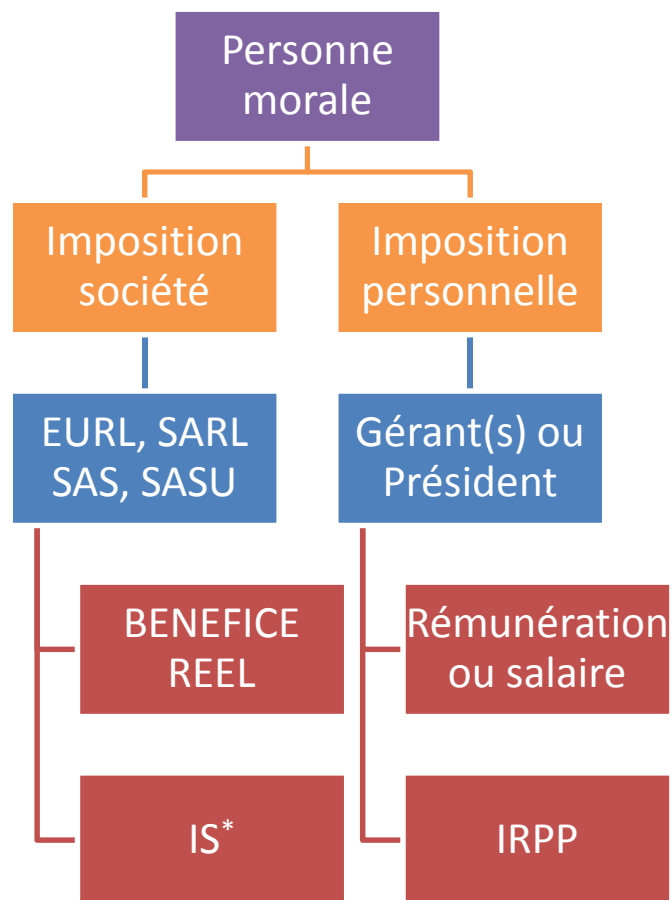
Cas RENOV

- ① **Déterminer les plafonds de CA**
- ② **Calculer le « bénéfice fiscal » pour l'année 2014 et comparer avec le « bénéfice réel »**

Les choix fiscaux en fonction de la forme juridique



Les choix fiscaux en fonction de la forme juridique



* Dans le cas de l'EURL l'imposition est IRPP mais option possible pour IS



Les centres de gestion agréés

□ Missions :

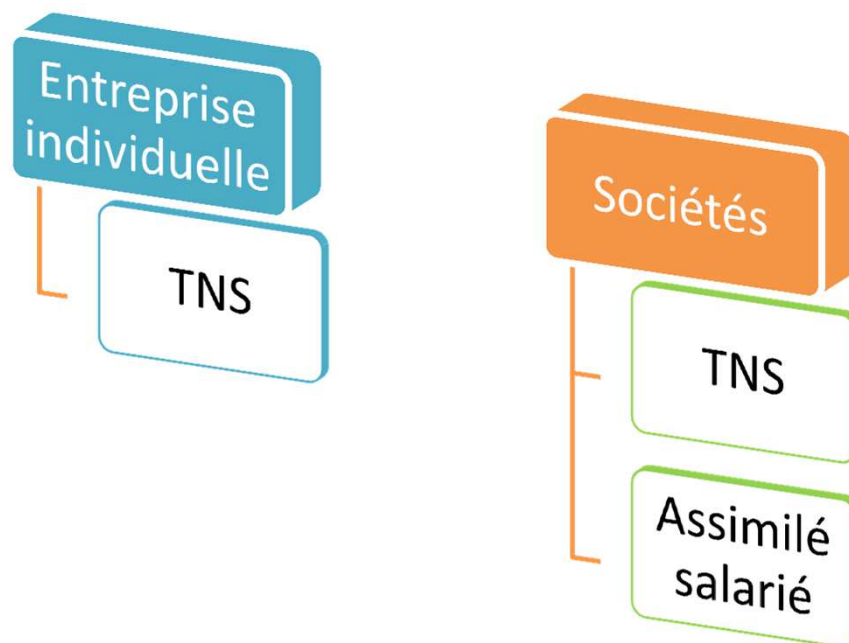
- assistance en matière de gestion et en matière fiscale
- informations et formations
- prévention des difficultés et démarches à accomplir

□ Avantages fiscaux :

- EI ou société à l'IR : non majoration de 25 % du BIC avant imposition
- possibilité de déduire le salaire du conjoint
- réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion
- Conditions : adhérer au CGA dans les 5 premiers mois d'activité



Les choix sociaux en fonction de la forme juridique



TNS et assimilé salarié : les principes

	Travailleur Non Salarié (TNS)		Assimilé salarié
Concerne	→ Entreprise individuelle → EURL → EURL → Gérance majoritaire de SARL	Micro-entrepreneur	→ Gérance minoritaire ou égalitaire de SARL → Président de SASU ou SAS
Rattaché à	Régime Social des Indépendant RSI		Régime général de la Sécurité Sociale (RGSS)
Base de calcul des cotisations	BENEFICE ou la Rémunération du gérant(s)	Chiffre d'affaires	Le salaire brut
Taux	43,30 %	→ 13,4% en achat-revente, → 23,1% en prestation de services, → 23,1% en profession libérale relevant de la CIPAV	40 à 45% charges patronales + 20 à 25% charges salariales
Principe	Acompte provisionnel avec régularisation	Versement mensuel ou trimestriel suivant choix	A payer en cas de rémunération



→ Pas de droit au chômage en cas d'arrêt d'activité

Régime social des associés de SARL

En ce qui concerne les ASSOCIES de SARL, dès lors qu'ils exercent une activité effective dans l'entreprise, ils dépendent du régime général de la Sécurité Sociale avec application du code du travail.



Le gérant minoritaire ou égalitaire le président SAS ou SASU

- **Les gérants minoritaires ou égalitaires de SARL, Président de SAS ou SASU peuvent percevoir une rémunération pour leur fonction de gestion = le mandat social.**
 - Ils n'auront pas droit à l'assurance chômage et aux congés payés.

- **Le cumul avec un contrat de travail est possible pour des fonctions techniques pour le Président SAS ou SASU et pourra dépendre du régime général des salariés**
 - A la condition de l'existence d'un lien de subordination réel : ce qui est impossible si le dirigeant est majoritaire.



Régime social du conjoint

Si le conjoint a une activité dans l'entreprise, il doit désormais choisir un des 3 statuts possibles :

- **CONJOINT ASSOCIÉ** exerçant une activité dans la société (SARL). S'il perçoit un salaire, il dépend du régime général de la Sécurité Sociale et du code du travail, sinon il dépend du RSI
- **CONJOINT SALARIÉ** (EI, EURL, SARL) : contrat de travail classique
 - Attention, le salaire n'est déductible qu'à hauteur de 13 800 € pour une entreprise soumise à l'IR non adhérente à un CGA
- **CONJOINT COLLABORATEUR** (EI, AE ou EURL, SARL dont le gérant est majoritaire).
 - Statut possible uniquement si le conjoint n'a pas d'autre activité professionnelle supérieure un ½ temps.
 - Pas de rémunération mais obligation de cotiser à un régime de retraite (calcul basé sur le plafond SS ou sur le BIC de l'entreprise à choisir).

Plus de détail
voir fiche
S12a

Plus de détail
voir fiche
S12b

Plus de détail
voir fiche
S12c



Cumul d'activité salarié et indépendant

Le salarié et créateur :

- Reste couvert au titre de l'**assurance maladie** par le régime de l'activité salariée mais il doit également payer des cotisations au titre de l'activité indépendante.
- A partir de la déclaration sociale déposée en fin d'année, l'activité principale sera déterminée pour une durée de 3 ans et le régime maladie sera celui de l'activité prépondérante.
- L'activité indépendante sera prise en compte pour le calcul de la **retraite**.



ETUDE DE CAS



Cas RENOV

- ① **Calculez les cotisations sociales et fiscales pour février et mars 2014**
- ② **Remplissez la 1^{ère} déclaration fiscale**

Quelles démarches à effectuer pour embaucher un salarié ?

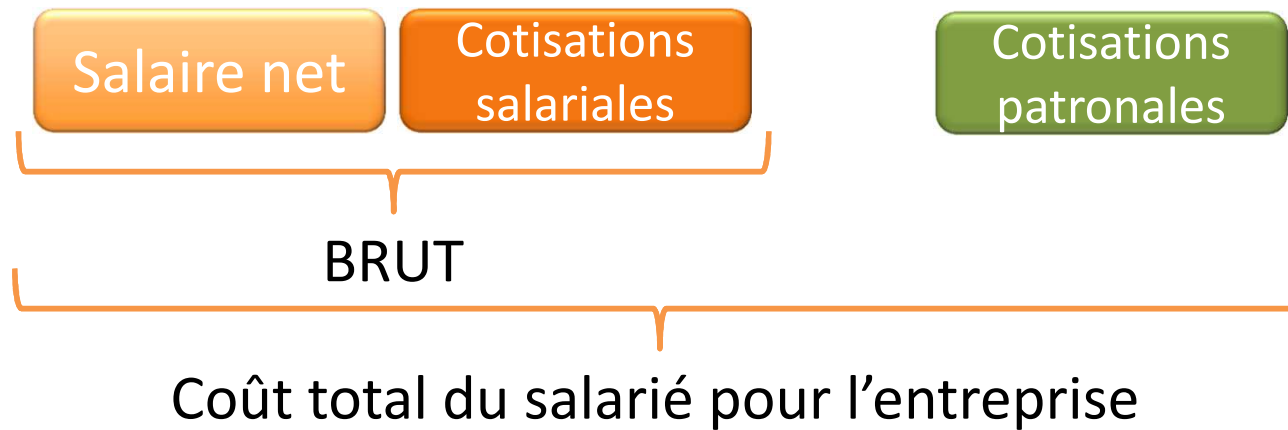
- ☐ Définir le poste à pourvoir (administratif, productif, commercial,...)
- ☐ Définir le type de contrat (CDI, CDD à temps plein ou à temps partiel, en alternance « apprentissage »)
- ☐ Rédiger la fiche de poste (missions du poste et niveau de qualifications requises)
- ☐ Rédiger l'annonce pour le recrutement
- ☐ Contacter une agence intérimaire ou Pôle Emploi
- ☐ Réaliser les entretiens de recrutements
- ☐ Rédiger et faire signer le contrat



- Toutes entreprises peuvent embaucher un salarié et cela quelque soit leur forme juridique
- Vérifier le coût de l'embauche d'un salarié pour l'entreprise



Le coût d'un salarié



- Pensez bien à chiffrer ce coût afin de définir le CA à réaliser pour que cela soit rentable pour l'entreprise
- D'autres coûts indirects s'ajoutent lorsque l'on emploie un salarié (adhésion à la médecine du travail, taxe d'apprentissage,....)



Vous souhaitez embaucher : quelles démarches effectuer ?

Principales formalités en cas de contrats de travail :

- Déclaration Préalable à l'Embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF
- visite à la Médecine du Travail avant la fin de la période d'essai
- établissement de la Déclaration Unique de l'Evaluation des Risques professionnels (DUER)
- établissement des fiches de paies
- déclaration et paiement des charges salariales et patronales aux caisses
- déclaration des salaires en fin d'année (DADS)

Le Titre Emploi Service Entreprise est un dispositif permettant de gérer gratuitement les formalités des TPE : fiches de paies, cotisations, déclarations...



Le contrat d'apprentissage

□ NATURE DU CONTRAT

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de type particulier par lequel un employeur s'engage à assurer à un jeune travailleur une formation professionnelle méthodique et complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en Centre de Formation d'Apprentis (CFA). L'apprentissage peut également être réalisé dans le cadre d'un CDI, on parle alors de Période d'apprentissage.

□ DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat ou de la période d'apprentissage varie d'un à trois ans selon le métier, le niveau du diplôme (CAP, MC, BP, BM, BAC PRO, BTS...) et le niveau de compétences de l'apprenti. Le cas le plus fréquent est un contrat de deux années ;

□ REMUNERATION

Le salaire est calculé sur la base du SMIC (sauf dispositions contractuelles plus favorables).

□ AVANTAGES

Vous pouvez bénéficier de la Région Rhône-Alpes d'aides financières aux employeurs (suivant conditions) mais également d'une exonération des cotisations sociales de l'apprenti et obtenir un crédit d'impôt apprentissage (conditions à respecter).

□ ACCOMPAGNEMENT DE LA CMA



❶ L'accueil des employeurs :
Votre CMA donne les informations nécessaires à l'embauche des apprentis



❷ La recherche de jeunes et le soutien du maître d'apprentissage : votre CMA vous accompagne également pour la recherche de votre apprenti



❸ L'examen du dossier et la transmission au CFA !



❹ L'enregistrement du contrat et l'information des partenaires !



❺ Le suivi du contrat !

A qui m'adresser ?

□ CMA pour :

- Réaliser une simulation du coût de l'embauche (simulation de fiches de paies)
- Répondre à des questions relatives au droit du travail, types de contrats, conventions collectives...
- Vous accompagner dans la définition de la fiche de poste, de la rédaction de votre annonce d'emploi....
- Vous former sur certains thèmes (établir son bulletin de paie, rédiger son contrat de travail...)

Rappel : les dirigeants TNS bénéficient de 21 h de droits d'inscription gratuits, la 1^{ère} année de leur activité, pour les formations inscrites à notre catalogue

□ Site TESE : www.letese.urssaf.fr

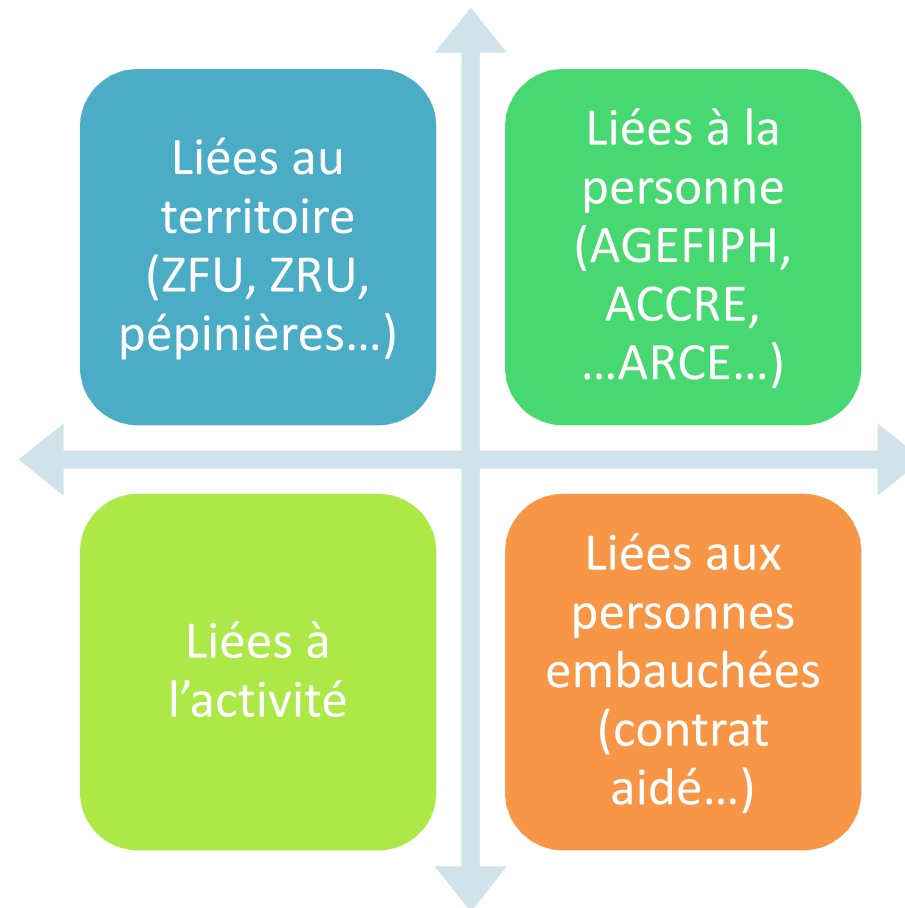
□ Votre conseil habituel

→

18/01/2016



Quelles aides possibles lors d'une création/reprise ?



Les pépinières d'entreprises

□ Les pépinières

- Une pépinière d'entreprises est une structure d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'appui aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises.
- Son objectif est d'aider et de renforcer les chances de succès de ses entreprises, du développement à leur insertion dans le tissu économique local (Définition d'ELAN le Réseau National des Pépinières d'Entreprises).

□ Les services :

- Location à un prix préférentiel d'un bureau ou d'un atelier
- Durée de location sur 48 mois maximum
- Partage de services commun (photocopieur, salle de réunion,...)

□ Comment intégrer une pépinière

- Contacter la pépinière
- Préparer et présenter un dossier d'entrée (voir avec la pépinière les pièces nécessaires business plan....)
- Passage en comité d'agrément pour validation ou non de l'entrée en pépinière

→ www.pepinieres-ra.fr (liste des pépinières de Rhône-Alpes)

Les zones aidées

□ Périmètre

- Il s'agit de périmètre définie précisément par rue et numéro de rue. Pour vérifier si vous êtes dans un périmètre éligible consultez le site <http://sig.ville.gouv.fr/>

□ Exonérations

- Elles varient suivant les zones définies
- Elles ne sont pas automatiques

□ Contacts

- service économique des communes concernées,
- développeurs économiques du territoire concerné pour le Grand Lyon
- référent chambre de métiers et de l'artisanat (Pierre Alexandre Le Guern)



L'ACCRES (aide au chômeur créateur repreneur d'entreprise)

- ❑ **Critères d'éligibilité à vérifier au regard de la situation du créateur/repreneur**
- ❑ **Exonération partielle et plafonnée des cotisations sociales sur les 12^{er} mois sauf sur les cotisations CSG, CRDS et retraite complémentaire.**
- ❑ **Pour le régime micro social, l'exonération est dégressive sur les 3^{es} années comme indiqué dans le tableau ci-dessous**

	Rappel du taux de base	Jusqu'à la fin du 3 ^{ème} trim. civil suivant celui de la date d'affiliation	Au cours des 4 trim. civils suivant la 1 ^{ère} période.	Au cours des 4 trim. civils suivant la 2 ^{ème} période.
Achat / revente / Fabrication	13,4% du CA	3,4 % du CA	6,7% du CA	10,1% du CA
Prestation de service	23,1% du CA	5,8% du CA	11,6% du CA	17,4% du CA



Demande à déposer au CFE lors de l'immatriculation ou dans les 45 jours qui suivent

L'ARCE – Aide à la reprise ou à la création d'entreprise

→ Critères d'éligibilité

- Vous bénéficiez de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et vous créez ou reprenez une entreprise pendant votre indemnisation.
- Vous avez été admis au bénéfice de l'ARE, mais vous ne la percevez pas encore parce vous êtes en cours de différé d'indemnisation ou de délai d'attente.

→ Conditions d'accès au dispositif

- Vous devez justifier de l'obtention de l'Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise (ACCRE)
- Vous ne devez pas déjà bénéficier du cumul de l'ARE avec une rémunération.

→ Quel est le montant de l'aide

- L'aide correspond à 45% du montant du reliquat des droits à l'ARE restant à la date du début d'activité, ou, si cette date est postérieure, à la date d'obtention de l'ACCRE.
- Il s'agit du montant net des allocations (après prélèvement des retenues sociales).

→ Modalité de versement de l'aide

- Un premier versement correspondant à la moitié de l'aide intervient au démarrage
- La solde 6 mois plus tard



Contactez votre POLE EMPLOI



Cumul de vos allocations chômage avec votre rémunération

→ Critères d'éligibilité

- Vous bénéficiez de l'ARE et vous créez ou reprenez une entreprise alors que vous êtes en cours d'indemnisation ;
- Vous avez été admis à bénéficier de l'ARE, mais vous ne la percevez pas encore parce que vous êtes en cours de différé d'indemnisation ou de délai d'attente.

→ Conditions d'accès au dispositif

- Vous ne devez pas bénéficier de l'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE).
- Le cumul du salaire issu de l'activité reprise ou créée et de votre allocation est plafonné au niveau du salaire antérieur brut.

→ Quel est le montant de l'aide ?

- **La rémunération n'est pas connue :** Dans l'attente des justificatifs du montant de la rémunération perçue, Pôle emploi prend en compte 70% de la base forfaitaire mensuelle des cotisations d'assurances sociales et détermine provisoirement un nombre de jours non indemnisable. Une régularisation interviendra lorsque la rémunération sera connue. À cet effet, vous vous engagez à fournir les justificatifs de votre rémunération.
- **La rémunération est connue :** le calcul du montant mensuel de votre allocation sera égal à : montant de votre allocation mensuelle – 70% de vos rémunérations déclarées au titre des assurances sociales (soit pour EI = bénéfice net déclaré aux organismes sociaux ; pour les sociétés à l'IS la rémunération figurant sur le PV de l'AG ; pour les micro-entrepreneurs le bénéfice estimé comme base de calcul de l'impôt)

→ Durée de l'aide

- Le cumul est possible pendant toute la durée de votre indemnisation

→